

L'OBSERVATOIRE ÉLECTORAL DE ÉRIC DUPIN

Les municipales redessinent la géographie politique

Le Front national a été incapable de former une liste municipale à Dreux, berceau de son ascension électorale en 1983. Cette absence symbolise le déclin du parti d'extrême droite, qui n'est plus présent que dans 85 villes de plus de 10.000 habitants (contre 150 en 2001). Jean-Marie Le Pen a beau espérer reprendre quelques « billes » à Nicolas Sarkozy, qui lui avait ravi, l'année dernière, une large part de son électorat, rien n'est moins sûr. Les dirigeants du FN craignent l'abstention de ces néo-sarkozystes déçus et ne se font guère d'illusion sur leur capacité à renouer avec la dynamique d'antan.

Le score du Front sera néanmoins à surveiller en quelques points du territoire. Marine Le Pen, qui a l'ambition de succéder à son père à la tête du parti, joue gros à Hénin-Beaumont (Pas-de-Calais), commune qu'elle imaginait conquérir à la faveur des divisions de la gauche. Mais c'est surtout sur la façade méditerranéenne que le FN garde l'espoir de franchir la barre des 10 % des voix qui lui permettrait de se maintenir au second tour. A Marseille, tout particulièrement dans les quartiers nord, où sa présence militante demeure, la formation lepéniste compte bien tourner la donne.

A l'autre bout du spectre politique, une nouveauté est un peu passée inaperçue. Lutte ouvrière, la formation d'extrême gauche qui

dominait électoralement ce secteur de l'opinion depuis des décennies, a négocié un virage à épingle à cheveux stratégique. A la suite de la contre-performance de sa candidate historique à la dernière présidentielle, LO a cessé de renvoyer dos à dos gauche et droite au profit d'une stratégie d'alliance. Le parti d'Arlette Laguiller présente 117 listes autonomes, mais il est aussi présent sur 69 listes de gauche (dont 40 à tête communiste et 24 à direction socialiste). Cette innovation, destinée à contrer la montée en puissance de la LCR d'Olivier Be-

La principale nouveauté, est à observer au centre de l'échiquier du côté du Modem.

sancenot, n'a guère suscité plus de contestations au sein de LO que dans les partis de la gauche de gouvernement...

La principale nouveauté, en termes de géographie politique, de ces élections municipales se situe toutefois au centre de l'échiquier. Le Modem vit une épreuve de vérité qui a commencé avant même que le premier bulletin ne tombe au fond des urnes. Sa participation à la bataille offre à peu près tous les cas de figure. Le parti de François Bayrou s'est parfois allié dès le premier tour avec l'UMP, comme à Bordeaux. Il a

choisi ailleurs un mariage précoce avec le PS : à Dijon, François Rebsamen réussit la performance de conduire une liste qui va du Modem au PCF. Dans d'autres cas, la cohérence de la jeune formation orange n'a pas résisté aux forces centrifuges. A Lyon, on trouve des candidats issus du Modem sur des listes de droite, de gauche et du centre.

Le Modem a tout de même réussi à aligner quelque 340 listes autonomes dans les villes de plus de 10.000 habitants. Ses résultats seront particulièrement scrutés dans les grandes cités où Bayrou avait réalisé de très bons scores, à Paris ou dans l'ouest de la France. Mais les dilemmes stratégiques continueront à tarauder la formation centriste après le premier tour. Si le Modem penche parfois à gauche, comme à Paris, il devrait s'allier à droite dans d'autres communes. François Bayrou lui-même tente de concourir, par ses propres forces, la mairie de Pau.

Dans la capitale, le Modem est objectivement en concurrence avec les Verts. Ceux-ci n'ont pas réussi à concrétiser leur stratégie d'autonomie. Traumatés par leur échec présidentiel, ils se sont généralement alliés à la gauche dès le premier tour. On ne compte que 58 listes Verts dans les villes de plus de 20.000 habitants (contre environ 80 en 2001).

Au sein même de la droite et de la gauche classiques, les enjeux du premier tour sont loin d'être néglige-

ables. Le PCF se bat pour conserver le tissu local qui lui reste. La direction nationale du PS lui a facilité la tâche en poussant à la reconduction de listes d'union de la gauche dans les municipalités communistes. On ne compte finalement que 11 primaires PS-PCF dans les 36 villes dirigées par le parti de Marie-George Buffet. Plus de la moitié se situent en Seine-Saint-Denis (Aubervilliers, Bagnolet, La Courneuve, Pierrefitte, Saint-Denis, Tremblay, Ville-taneuse). Malgré leur désastre présidentiel, les communistes pourraient honorement résister aux appétits socialistes. Mieux, le climat national leur laisse espérer certaines (re)conquêtes, comme à Dieppe, Sète ou Vierzon.

A droite, ce sont les phénomènes de dissidence qui inquiètent. Le feuillet de Neully-sur-Seine illustre les limites de la maîtrise du terrain par l'UMP. Les listes de Françoise de Panafieu sont aux prises avec des listes de droite dissidentes dans de nombreux arrondissements (notamment les 7^e, 8^e, 15^e, 16^e, 17^e). Le député UMP Pierre Lellouche, lui-même candidat contre un maire d'arrondissement sortant, déplore une « frénésie suicidaire » de la droite. S'il est une règle électorale, c'est que le camp le plus divisé est souvent promis à la défaite.

ÉRIC DUPIN est journaliste, spécialiste des élections et de l'opinion.

L'OBSERVATOIRE DE LA BLOGOSPHERE DE DEBATECO.FR

Laurence Parisot a le soutien des blogueurs

Durant la quinzaine écoulée, il y a bien sûr eu le désormais fameux « casse toi, pauvre con » de notre président, révélé par « le Parisien », et repris sur des milliers de blogs, avant de s'imposer à la tête de l'agenda médiatique. Cette vidéo a connu une trajectoire désormais classique : repérée, elle a été vite transmise, de blog en blog, copiée des dizaines de fois sur les plate-formes de partage de vidéos, parodiée, recouverte, reprise. La phrase présidentielle est devenue un de ces avatars qui fait désormais partie du domaine public du web.

Hormis cette traînée de poudre aux effets durables, on peine à trouver une unité aux commentaires politiques et économiques qui ont fleuri sur les blogs. Il n'y a pas d'événement majeur qui retienne l'attention, suscite des débats nourris et contradictoires d'ampleur, plus d'agenda unifié. Les blogs semblent se replier sur leurs propres préoccupations. Les économistes relancent certaines de leurs marottes, les juristes commentent quelques impérities de l'exécutif, les anti-sarkozystes critiquent Nicolas Sarkozy, et les blogs locaux se jettent à corps perdu dans la bataille municipale.

Un sur de lien en lien donne une idée des pépites qu'on peut trouver pour former son opinion sur l'actualité, au contact de ses pairs blogueurs. Les chiffres du chômage au quatrième trimestre 2007 paraissent ? On lira l'utile analyse d'Emmanuel, sur le blog ceteris-paribus (1), qui souligne le travers bien français qui veut que le président de la République et le premier ministre arrivent à annoncer avant l'INSEE la tendance desdits chiffres. Le blogueur se désole de « cette annonce anticipée [qui] en dit long sur le peu de cas que font les dirigeants des principes qui devraient gouverner la diffusion des statistiques publiques ». Il souligne que « les statistiques publiques conjoncturelles ont un impact sur les marchés financiers » et que « le maintien d'un strict embargo avant publication vise à garantir l'égalité entre les opérateurs économiques ». Là encore, la lecture des premières réactions à la publication de l'excellent taux de chômage (tombe à 7,5 % fin 2007, soit son plus bas niveau depuis 25 ans) montre que le doute persiste, après les polémiques qui avaient eu lieu au premier semestre 2007 sur les statistiques du chômage : aucun

honnra ne parcourt les blogs à cette annonce spectaculaire, le scepticisme domine. Autre élément d'actualité fort :

L'opinion tolère des pratiques occultes collectives, mais se satisfait peu de dérives individuelles.

l'indemnité de Denis Gautier Sauvagnac, et l'engagement subéquent de la bataille entre le MÉDEF et l'UIMM. L'indemnité de DGS a été beaucoup plus commentée, sur les blogs, que la révélation de mouvements d'argent destinés à « fluidifier les relations sociales » : les histoires de parachutes dorés et d'indemnités de dirigeants ont une prise dans l'opinion qui semble plus importante que les mouvements dans les couloirs des négociations sociales, comme si l'opinion tolérerait des pratiques occultes collectives, mais se satisfaisait peu de dérives individuelles.

On constatera, parfois avec surprise, que Laurence Parisot, dans son combat contre les descendants du comité des forges, se fait beaucoup d'alliés, y compris à gauche. L'UIMM peine à trouver des soutiens en ligne, là où le MÉDEF obtient les félicitations de nombreux blogs de gauche. Le MÉDEF tire les fruits d'une communication en ligne positive et efficace, depuis plusieurs mois, et se pare des attributs de la modernité et de la morale, face à une UIMM opaque. De fait, les billets traitant de l'organisation patronale révèlent l'absence totale de compréhension des différents rôles de l'UIMM, qui semble n'être devenue aux yeux des blogueurs la citant qu'une réunion de patrons d'un autre siècle, corrompus et incivils. Son rôle dans la régulation des relations sociales ou dans la formation, notamment, n'existe pas : seule l'image affreuse persiste, jouant pleinement son rôle de repoussoir. Pas un avocat pour se pencher sur les cotés de l'organisation, et creuser au-delà : c'est l'hallali.

Les sujets s'entrechoquent ainsi, sans cohérence, de manière dispersée. Chose amusante, enfin : les blogs économiques et sociaux aiment parfois jouer. Ainsi, depuis quelques jours, la plupart des « très sérieux » blogs d'économistes se livrent à un grand classique de échanges en ligne : chaque blogueur dévoile, chacun à son tour, six choses insignifiantes sur sa personne. Les blogs, s'ils sont producteurs de contenus souvent riches, sont aussi, avant tout, des lieux de relation, de rencontre entre individus.

NICOLAS VANBREMERSCH dirige l'agence spintank et blogue sur versac.net

(1) <http://ceteris-paribus.blogspot.com/2008/03/le-statisticien-et-le-politique.html>

LE POINT DE VUE D' UN COLLECTIF DE FEMMES (*)

Plaidoyer pour une vraie égalité professionnelle

Le 26 novembre 2007, la Conférence sur l'égalité professionnelle a accouché de nouvelles propositions destinées à mettre fin aux inégalités salariales entre les sexes d'ici à deux ans et à résorber l'écart de 25 % qui persiste depuis dix ans entre les salaires mensuels moyens des hommes et des femmes. Xavier Bertrand a annoncé que des sanctions financières seraient déclenchées à l'égard des entreprises qui n'auraient pas ouvert de négociations sur le sujet et que des tables rondes seraient consacrées à la question du temps partiel. A notre sens, le fond du sujet n'a cependant pas été abordé.

D'abord, l'Etat a refusé d'évoquer la question des inégalités de rémunération qui existent au sein de la fonction publique. Or les écarts de rémunération des cadres, par le jeu des primes, sont aussi importants que dans le secteur privé. L'Etat employeur aurait-il peur des sanctions qu'il se propose d'appliquer au secteur privé ?

Ensuite, les mesures proposées ne traitent que la partie émergée de l'iceberg. Bien d'autres facteurs expliquent aujourd'hui que les femmes sont moins bien rémunérées que les hommes.

Le temps de travail contribue à l'écart de salaire pour 40 % : les femmes travaillent notamment beaucoup plus à temps partiel que les hommes (30 % contre 5 %). Il s'agit, assurément, d'un choix. Mais où est le choix lorsque les femmes prennent un temps partiel parce que c'est à elles seules qu'incombe la gestion de la famille ? Près d'un million de femmes à temps partiel affirmant qu'elles souhaiteraient travailler davantage. Les décisions à prendre sont bien

connues : la Délégation aux droits des femmes de l'Assemblée nationale a proposé une série de mesures qui n'ont jamais été adoptées et pourtant la conférence a simplement proposé d'organiser des tables rondes.

Les différences de carrière, de secteur ou d'emploi expliquent l'autre partie des inégalités de revenus. Elles ne sont pas plus justifiables que les autres. Elles trouvent leurs origines dès le lycée, voire le collège, où s'élaborent les choix d'orientation. Les filles continuent d'être

C'est l'image que la société a du rôle des femmes qui est en cause.

orientées vers les filières les moins rentables économiquement. Elles sont toujours minoritaires dans les classes préparatoires aux grandes écoles scientifiques et dans les filières professionnelles courtes sélectives. Même pour les diplômées des grandes écoles, les niveaux de recrutement et les parcours professionnels sont inégaux en termes de rémunération et d'accès aux postes de responsabilité opérationnelle.

On nous dit que ces différences aussi résultent d'un choix. Mais où est le choix lorsque les femmes s'autocensurent dans la prise d'un poste à responsabilité parce qu'elles sont les principales responsables des tâches domestiques et familiales ? Dans notre société, seules les femmes diplômées et/ou aisées qui peuvent s'acheter les services de garde dont elles ont besoin ont vraiment le choix. Ne pas donner le choix à l'ensemble des femmes d'accé-

der à l'emploi dans les mêmes conditions que les hommes est injuste et antiéconomique. Nous devons avoir le courage d'évaluer le gâchis qui consiste à former des filles toujours plus diplômées et qui interrompent leur activité ou qui occupent des postes pour lesquels elles sont surqualifiées.

Se doter des moyens de régler ces questions implique de comprendre que c'est la place qu'ont les femmes dans la société et l'image que la société a de leur rôle qui sont en cause, et pas seulement la politique de certaines entreprises. Les moindres salaires des femmes ne sont que le reflet de leur position dans l'emploi. Les employeurs anticipent même cette situation, en faisant de toute femme une mère ou future mère moins fiable qu'un homme. Dès lors, soit ils la paient moins, soit ils ne l'embauchent pas.

L'entrée des femmes dans l'emploi aurait dû s'accompagner d'une prise en charge symétrique des hommes des activités de la sphère familiale. Nous savons ce qui doit être fait : d'abord, s'attaquer résolument à la pénurie de modes de garde de la petite enfance et d'absence d'aide à la personne. Le président de la République s'était engagé à mettre en œuvre un service public de la petite enfance, condition sine qua non de l'égalité professionnelle. Personne n'en a entendu parler depuis. Il faut ensuite supprimer les mesures qui incitent les femmes les moins diplômées à se retirer du marché du travail lorsqu'elles ont de jeunes enfants. Un congé parental court, bien rémunéré et partagé entre les deux parents doit être mis en place.

Le rôle de l'employeur est également primordial. Les en-

treprises et l'Etat doivent mettre en place les organisations du travail modernes qui permettront aux hommes et aux femmes de concilier engagement professionnel et responsabilités familiales. Cela suppose de renoncer à la totale disponibilité comme mode de management, d'être capable de donner des objectifs précis et d'évaluer les salariés (du privé comme du public), d'accepter une plus grande transparence des rémunérations dans la Fonction publique. Certaines entreprises s'y attendent et y trouvent leur compte ; elles attirent les meilleurs talents, femmes et hommes, et sont plus compétitives. Encourageons-les !

(*) Les membres de ce collectif sont : Dominique Méda, sociologue, membre d'Administration moderne ; Hélène Périvier, économiste ; et les représentantes des associations membres du réseau Du Rose dans le gris : Isabelle Bouillot, vice-présidente de HRM Women ; Armelle Carminati, présidente du réseau Accent sur Elles ; Isabelle Germain, coprésidente de l'Association des femmes journalistes ; Martine Kubler-Mamlouk, membre d'Administration moderne ; Cristina Lungu, fondatrice d'Arborus ; Eliane Moyet-Laffon, présidente fondatrice du Club HRM Women ; Marie-Claude Peyrache, présidente d'European Professional Women's Network Paris (EuropeanPWN-Paris) ; Nathalie Toumyol du Clos, présidente d'Administration moderne ; Tita Zeltoun, expert-comptable, commissaire aux comptes, présidente fondatrice d'Action de femme, Femmes et Hommes partenaires.

LE LIVRE DU JOUR

Pour un urbanisme durable

Le thème : dans la ville contemporaine, deux processus sont à l'œuvre : l'individualisation et la socialisation. Chacun connaît davantage de personnes mais entretient avec elles des relations moins intenses. Les individus mènent des vies souvent variées et changeantes tout au long de leur cycle de vie. Habitant d'un quartier, citadin d'une agglomération, travailleur d'un secteur d'activité, membre de tel ou tel réseau, nos intérêts sont hétérogènes. Le défi est donc de promouvoir une « gouvernance » capable de construire de larges consensus. D'inventer un urbanisme dans lequel le citoyen et le consommateur puissent y trouver leur compte. Le livre se présente sous la forme d'un lexique pédagogique et pratique qui définit une cinquantaine de mots utilisés dans le champ de l'urbanisme.

L'auteur : urbaniste et professeur à l'Institut français d'urbanisme (université Paris-VIII), François Ascher a publié de nombreux ouvrages sur l'évolution des villes et des modes de vie.

La citation : « Fabriquer la ville, c'est donc prendre en compte cette diversité de situations, d'espaces, de modes de vie. Certes, toutes les demandes ne peuvent pas être prises en compte, car la ville n'est pas une addition d'intérêts particuliers (...) il y a nécessairement des compromis variés entre le développement économique, l'équité sociale et la préservation des ressources non renouvelables. »

« Les Nouveaux Compromis urbains. Lexique de la ville plurielle. » Editions du Seuil, 142 pages, 12 euros.

